



HAL
open science

Le stigmat territorial dans les discours politiques

Thomas Kirszbaum

► **To cite this version:**

| Thomas Kirszbaum. Le stigmat territorial dans les discours politiques. 2016. halshs-01387335

HAL Id: halshs-01387335

<https://shs.hal.science/halshs-01387335>

Submitted on 25 Oct 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le stigmat territorial dans les discours politiques

Article paru le 25/10/2016 sur le site du Goethe Institut e. V.
(<https://www.goethe.de/ins/fr/fr/kul/mag/20845634.html>)

Dans *Stigma*, son célèbre ouvrage paru en 1963, le sociologue Erving Goffman définissait le stigmat comme « la situation de l'individu que quelque chose disqualifie ou empêche d'être pleinement accepté par la société ». L'analogie s'impose avec la situation de quartiers auxquels les responsables politiques français ont pris l'habitude d'accoler une litanie de termes (sensibles, difficiles, ghettoisés, hors droit...) servant à les disqualifier au moins autant qu'à les qualifier.

Le stigmat n'est pas un attribut en soi, expliquait Goffman, mais se construit dans le regard d'autrui avant de se voir intériorisé par le stigmatisé. Il s'analyse comme une relation entre ceux qui adoptent le point de vue de la « normalité » et ceux qui s'en écartent. Quelle est la nature du stigmat porté par les quartiers français d'habitat social, voire par des communes ou un département entier comme celui de la Seine-Saint-Denis ? Quel est ce « quelque chose » qui les disqualifie et les empêche d'être pleinement acceptés par la société ?

La disqualification des quartiers non-blancs

C'est au tout début des années 1970 que les autorités nationales ont commencé à incriminer l'urbanisme des grands ensembles, dont l'État avait pourtant planifié la construction à grande échelle au cours des années précédentes. Jugée mal équipée, trop massive et compacte, voire criminogène, cette forme d'habitat aurait encouragé les conduites déviantes chez les jeunes et anémié toute vie sociale. Force est de constater, quelques décennies plus tard, que le stigmat n'a pas disparu malgré le remodelage physique de centaines de quartiers engagé sous les auspices du Programme national de rénovation urbaine. Leur banalisation urbaine a été amorcée, mais la stigmatisation perdure. Ce n'est donc pas le contenant (ou la forme urbaine) qui détermine le regard dépréciatif porté sur ces quartiers, mais la population qu'ils contiennent.

Les discours politiques portent une responsabilité particulière dans la fabrication du point de vue majoritaire, celui qui en France n'accepte pas l'existence de lieux où ce sont les minorités qui sont majoritaires. Dernier exemple en date de ces discours, un propos de Jean-Pierre Chevènement (éminente figure de la gauche « républicaniste », récemment appelée par le gouvernement à présider la Fondation pour l'Islam de France) qui déclarait en août 2016 : « Il y a à Saint-Denis, par exemple, 135 nationalités, mais il y en a une qui a quasiment disparu ». Peu importe que l'ancien ministre de l'Intérieur ait distordu de manière flagrante la réalité statistique de ce territoire (selon l'Insee, Saint-Denis comptait 29,8 % d'étrangers en 2011, et le département de la Seine-Saint-Denis 21,4 %). Son message consistait à alarmer l'opinion sur un fait statistiquement invérifiable : seuls des non-Blancs, fussent-ils français, vivraient désormais à Saint-Denis.

Le ressort central de la disqualification des banlieues populaires se situe là, dans cet écart vis-à-vis de la norme sociale selon laquelle les Blancs ont vocation à être majoritaires en tout point du territoire métropolitain français. Toute autre situation est perçue comme une anomalie condamnable. C'est ainsi que certains quartiers ont été stigmatisés comme des « ghettos » à partir de la fin des années 1960, au moment précis où les immigrés d'Afrique du Nord et leurs familles quittaient les bidonvilles,

foyers et autres cités de transit, pour s'insérer dans le parc HLM de droit commun. Depuis lors, tous les discours « anti-ghettos » ont pour horizon commun le retour « à la normale » des quartiers, ce que traduit un mot d'ordre politique qui a fait florès: « faire des quartiers comme les autres ». On serait tenté de dire : refaire des quartiers « comme autrefois », en référence au temps mythifié des premiers ensembles HLM, marqués par l'écrasante supériorité numérique des Blancs.

Une stigmatisation séculaire réactivée par les attentats

Le travail des historiens s'avère précieux car il nous rappelle la stigmatisation séculaire des quartiers populaires comme lieux de fixation des grandes peurs sociales. Les faubourgs ouvriers du XIX^e siècle étaient décrits par leurs contemporains des classes dominantes comme un monde à part et menaçant, peuplé d'individus dont les mœurs suscitaient la réprobation.

Si les premiers temps des grands ensembles HLM ont constitué une sorte de parenthèse heureuse – quoique rétrospectivement idéalisée – dans l'histoire du logement des classes populaires, c'est sur eux que l'anxiété sociale a fini par se cristalliser à nouveau. À la fin des années 1980, sur fond d'enracinement du Front national et d'affaire du « foulard », s'est consolidé un discours politique (et médiatique) accréditant l'idée que ces quartiers feraient courir un danger mortel au modèle « français » ou « républicain » d'intégration, que l'on s'est mis à théoriser pour l'occasion. Un mot s'est imposé depuis lors dans le débat public : « communautarisme ». Ainsi, des groupes ethno-religieux se substitueraient peu à peu à la République pour faire régner leur ordre particulier dans ces quartiers, un ordre mêlant fondamentalisme religieux, asservissement des femmes, polygamie, économie mafieuse et incivilités qui mettraient au défi les institutions républicaines.

Depuis janvier 2015, l'imaginaire politique et social sur la banlieue s'est enrichi d'une nouvelle figure : le djihadiste cherchant à frapper non seulement la France, mais sa « civilisation ». Par-delà les djihadistes que porterait en germes la « centaine de quartiers en France qui présentent des similitudes potentielles avec ce qui s'est passé à Molenbeek », pour reprendre les termes du ministre de la Ville, Patrick Kanner s'exprimant en mars 2016, les discours dominants suspectent désormais les habitants des quartiers populaires dans leur ensemble d'être réfractaires aux « valeurs de la République ».

C'est une adhésion déficiente à ces valeurs et, partant, une absence d'identification à la nation française qu'aurait ainsi révélées le refus ou le chahutage de la minute de silence par quelques dizaines ou centaines d'élèves (les estimations ont fluctué) et la non-participation (invérifiable) des habitants des quartiers populaires à la grande manifestation du 11 janvier 2015 qui avait suivi les attentats de Charlie Hebdo. Dans un discours prononcé dix jours plus tard, le Premier ministre, Manuel Valls, assurait que les fractures minant l'unité nationale concernent « tous les territoires » et qu'il n'y a pas de « quartiers qui concentreraient tous les problèmes ». Cette précaution de langage visait sans doute à prévenir les accusations d'amalgame et de stigmatisation. Pourtant, le Premier ministre dressait dès la phrase d'après une liste de problèmes où l'on pouvait reconnaître sans peine les stéréotypes les plus courants appliqués aux quartiers : « Crispations identitaires, racisme, antisémitisme, discriminations, sexisme, replis communautaires, loi des trafics, chômage, inégalités d'accès à la culture, au savoir, désespoir d'une partie de la jeunesse. »

On se gardera d'opposer une représentation lénifiante de la « richesse » et de la « créativité » des banlieues – des figures qui entrent aussi, non sans contradiction, dans le répertoire des représentations politico-médiatiques. Mais on ne peut manquer de relever ce paradoxe : les responsables politiques français déclarent rechercher l'inclusion de populations en marge des villes au nom de « l'égalité républicaine », mais rappellent sans cesse à ces mêmes populations qu'elles ne sont pas tout à fait comme les autres, qu'il leur manque ce « quelque chose » dont parlait Goffman pour être à la hauteur de l'exigence républicaine.

Thomas Kirszbaum, chercheur associé à l'Institut des sciences sociales du politique (ENS-Cachan, CNRS)